



Nanterre, le 11 janvier 2013

Madame, Monsieur,

Lors de la campagne présidentielle je m'étais attachée à défendre auprès de nos concitoyens **une certaine idée des services publics, spécificité française par excellence.**

Progressivement démantelés depuis une vingtaine d'années, les services publics (transport, eau, courrier, énergie, communication, etc.) continuent d'être abîmés aujourd'hui par le nouveau gouvernement, pressé par **des directives européennes absolument inadaptées aux particularités de notre pays, et appliquées aveuglement par des dirigeants soumis, bien peu soucieux de l'intérêt des Français.**

Avec une telle politique, ce sont toutes les missions de service public qui sont rendues plus difficiles, **aussi bien pour les agents chargés de leur mise en œuvre que pour les usagers.** Nous connaissons tous l'origine de ces difficultés : objectifs aveugles de rentabilité, ouverture brutale à la concurrence, réorganisations non concertées, etc. Tout cela au détriment bien sûr des travailleurs qui doivent se déplacer chaque jour et des plus précaires d'entre nous, pour qui **ces services sont pourtant vitaux économiquement et socialement.**

Les transports collectifs, vers lesquels votre action associative est plus directement tournée, sont concernés au premier plan par cette dégradation.

La modification récente d'une très large part des horaires de la SNCF, qui une nouvelle fois n'a pas fait l'objet de la concertation nécessaire avec les usagers, en est l'un des derniers exemples. **Elle cache de surcroît de nouvelles suppressions de dessertes en milieu rural.**

C'est encore une fois le service public qui recule et un coup dur porté à ceux qui n'habitent pas dans les grandes agglomérations, créant **une inégalité entre les Français qu'il est impératif de dénoncer et de régler.**

La SNCF est le symbole le plus inquiétant de l'affaiblissement dramatique des services publics dans notre pays, mais elle n'est pas, hélas, un cas isolé.

Abandonné par les gouvernements successifs qui depuis des années se soumettent à la politique de libéralisation et de démantèlement de l'Union européenne, le service public français, et en particulier le service public ferroviaire, est en crise. **Les inégalités s'accroissent entre les territoires, les tarifs augmentent sans cesse, et la qualité du service rendu est globalement en baisse.**

***Le service public  
ferroviaire  
est en crise***

.../...

## *Il convient de changer radicalement de politique*

---

## *Interrompre le processus de libéralisation et de privatisation des services publics et imposer des tarifs plafonds dans les transports publics locaux*

---

## *Veiller au respect du principe de continuité territoriale*

---

## *Le dialogue avec les usagers doit être une priorité*

---


Dans ces conditions, **il convient de changer radicalement de politique.** L'Etat doit fixer un nouveau cap pour le train, et pour le service public en général. Les directives européennes de libéralisation doivent être dénoncées, les projets de privatisation stoppés et les tarifs beaucoup plus strictement encadrés. Surtout, le dialogue avec les usagers doit être une priorité pour l'ensemble des entreprises concernées.

Je me permets donc de vous rappeler les grands axes de la politique que je propose de mettre en œuvre :

- **Modernisation et rationalisation des services publics** : un effort d'organisation et d'efficacité sera mené pour moderniser et rationaliser le fonctionnement des services publics marchands.
- **L'interruption des processus de libéralisation** : une renégociation des Traités européens sur la question des services publics mettra fin au dogme de « la concurrence libre et non faussée », et à l'obligation de libéralisation des services publics. Dans l'immédiat, l'application des directives européennes de libéralisation des services publics sera gelée, s'agissant en particulier du transport ferroviaire et des services postaux.
- **La sanctuarisation des participations publiques** : les participations actuelles de l'Etat dans les grandes entreprises de service public seront sanctuarisées. Les ouvertures de capital et privatisations d'entreprises de service public seront donc empêchées. Les collectivités territoriales seront incitées à en faire de même à leur niveau. La Poste redeviendra un établissement public de l'Etat.
- **La garantie de la continuité territoriale** : l'Etat veillera au respect scrupuleux du principe de continuité territoriale, qui veut qu'aucune zone du territoire national n'échappe au service public, dans tous les secteurs. Les opérateurs privés en charge de missions de service public, notamment dans la téléphonie et l'accès au numérique, verront leur cahier des charges durci pour assurer l'égalité de tous devant le service public, en particulier en zone rurale et Outre-mer.
- **Les services publics garants du pouvoir d'achat** : dans le cadre de la politique menée en faveur du pouvoir d'achat, les ententes illicites entre opérateurs privés seront pénalement sanctionnées, notamment dans les télécommunications ; des tarifs plafond seront décidés par l'Etat et imposés à tous les opérateurs des transports publics locaux ; les tarifs de l'électricité et du gaz seront directement réglementés par l'Etat et la loi NOME abrogée.

Je reste naturellement à votre disposition, ainsi que l'ensemble des mes équipes, pour approfondir avec vous ce sujet majeur pour les Français et l'avenir de notre pays.

J'en profite enfin pour vous souhaiter, ainsi qu'à vos proches, une excellente année 2013 !



**Marine Le Pen**  
Présidente du Front National